

Délibération 3.01
Rapport d'orientation budgétaire

Intervention de Stéphane BARRE

Monsieur le Président, chers collègues,

Je souhaite tout d'abord remercier et féliciter nos services pour la qualité de ce rapport d'orientation budgétaire. Il souligne une fois encore, le haut niveau de compétences en poste dans notre administration départementale.

Des services brillants qui parviennent ainsi en 56 pages à nous présenter une cartographie complète de nos finances, argumentée, détaillée, accompagnée d'une analyse très fine et pertinente du contexte budgétaire dans lequel s'inscrit la construction de notre budget.

Sauf que, à la fin, nous restons sur notre faim. La soupe est un peu fade. Car il manque un aspect essentiel à ce rapport d'orientation budgétaire : ce sont vos orientations budgétaires... Celles que vous soumettez ici au débat.

Je les cite : *« le projet de budget primitif 2018 devra être conçu de manière à donner des moyens suffisants au fonctionnement du service public départemental, tout en préservant les équilibres financiers de notre collectivité ».*

C'est un peu court comme orientations... Je pense que vous ne trouverez pas un élu ici présent pour affirmer le contraire : personne n'ayant pour intention de ne pas donner les moyens suffisants à nos services pour fonctionner ou pour déséquilibrer nos finances...

Dès lors une première question nous vient ? Pourquoi ce flou artistique ? Seriez-vous déjà à courts d'idée ? Seriez-vous ennuyés ou traversés par des contradictions, des tiraillements peut-être dans votre majorité fragile entre les opposants et les partisans du gouvernement?

La loyauté de certains de vos collègues envers le 1^{er} Ministre conduit, il est vrai de plus en plus au grand écart ou à la figure de style lorsque l'action gouvernementale est confrontée à la réalité de ses conséquences sur notre quotidien et celui de nos concitoyens.

Le Président d'Habitat 76 ou celui d'Alcéane présents parmi nous en savent quelque chose !

A ce stade des orientations budgétaires ce matin, je vous invite donc à faire de la politique dans le sens noble du terme, et non à nous transformer, comme trop souvent et même si c'est « tendance », en agents comptables, voire en experts comptables, ce que nous ne sommes pas.

Savoir gérer un budget, mettre à l'abri la collectivité au sein de laquelle nous siégeons, de toute dérive aventuriste, voire affairiste ou amateuriste, fait partie des fondamentaux, des « pré-requis » pour reprendre une macronite à la mode, avant de s'engager dans un mandat électif.

De plus, en restant pour m'en amuser dans le verbiage de l'actualité, nous sommes devenus, par la force des choses ou plutôt en raison de la brutalité de nos gouvernements successifs à l'encontre des collectivités locales, des champions de l'optimisation budgétaire.

Celle qui consiste à répondre présent pour satisfaire les besoins fondamentaux de nos administrés, malgré des moyens en baisse constante. Un véritable affaissement des finances publiques locales dans un pays, paradoxe de la situation, qui bat pourtant chaque année des records de richesses.

Je pense donc qu'il y a bien longtemps que nous ne sommes plus jugés sur nos compétences de gestionnaire, nous en avons tous ici, mais sur nos choix ou nos non choix politiques.

D'ailleurs qu'est-ce que la politique si ce n'est être capable de résoudre les problèmes des gens et de la société pour la rendre meilleure qu'elle ne l'est.

Il est de bon ton, je le sais pertinemment, d'apprécier les qualités de gestionnaire au regard d'une check liste libérale, d'une sorte de nomenclature imposée par tout un système : du FMI aux agences de notation, en passant bien entendu par la Commission Européenne, qui depuis bien longtemps, considère qu'être un bon gestionnaire consiste à favoriser les riches, à les libérer de toute contrainte, en attendant que leurs richesses irriguent ensuite toute la société.

Dès lors, charge, selon eux, aux pouvoirs publics de protéger le système, d'assurer l'ordre en prévenant le désordre, et de gérer tout ce qui n'est pas rentable ou sujet à enrichissement.

Etre utile et reconnu comme tel, parce que nous sommes capables d'agir, de peser sur le cours des choses en faveur du peuple, dans toute sa diversité, voilà ce qui, en Démocratie, fera toujours la différence.

Et cela tombe bien, nous sommes élus d'une collectivité connue et reconnue pour son utilité, sa connexion permanente à travers ses politiques de solidarité, ses politiques en faveur de l'éducation, de l'enfance, de la famille, des plus fragiles, par son implantation de proximité et sa capacité à accompagner les gens comme leurs communes.

Ce patrimoine qui a permis de sauver une première fois les départements menacés de mort par les logiques de concentration véhiculées par la doctrine libérale, qu'en faisons-nous ?

Nous contentons-nous de le gérer selon la règle du « c'est mieux que rien » en répercutant sur nos politiques publiques l'austérité voulue par le pouvoir libéral national et européen ?

En se refusant d'allouer les moyens nécessaires pour assumer nos politiques dans un contexte où la pauvreté, la précarité, les difficultés de la vie progressent chaque année un peu plus comme tous les rapports qui se succèdent devant cette assemblée le démontrent ?

En rognant sur tous ce que nous développons en termes d'utilité :

- Par la fermeture d'un collège ici.
- Par la suppression des bourses aux familles les plus fragiles (930.000 Euros par an dont seulement 168.000 ont été réinjectés dans l'aide à la restauration).
- En excluant du Pass'Culture une majorité de nos collégiens.
- En diminuant la Dotation Globale de Fonctionnement des collèges publics (Moins 941.000 Euros en 2017 et 275.000 Euros de mieux en 2018).
- En envisageant de concentrer le FSL sur ceux qui en ont le plus besoin, mais au détriment de ceux qui ne connaissent pour l'heure que des problèmes conjoncturels.
- En diminuant les financements des centres sociaux situés en quartier prioritaire de la politique de la ville (moins 80.000 Euros sur 2 ans pour les 9 centres sociaux dans le collimateur).
- En gelant le nombre de places en EHPAD malgré les besoins en forte progression.
- Ou encore en rognant le budget du SDIS occasionnant la fermeture de casernes et l'abandon d'interventions utiles pour nos concitoyens (- 1 million au BP 2017).

Je m'arrête là, cette liste n'est pas exhaustive, mais l'addition de cette énumération s'élève déjà à plus de 4 millions prélevés sur nos politiques publiques par la cure que vous leur imposez.

Sauf que cette stratégie des coups de rabot au détriment des besoins, trouve rapidement ses limites. Un moment où un autre, elle touche l'os, la moelle, la substance de notre raison d'être.

Car tous ces mauvais coups et ce qu'ils rapportent en termes d'économies sont sans commune mesure avec la diminution de nos moyens.

Ainsi, entre 2013 et 2017, nous avons subi une perte cumulée de 63,6 millions sur nos dotations, soit 38 % de notre dotation forfaitaire de 2013.

Et, dans le même temps nous avons dû faire face chaque année à une hausse des dépenses sociales, + 2,2 % par an encore en 2016 (près de 20 Millions) dont la moitié au titre du RSA, financé en grande partie, non pas par la solidarité nationale mais par le budget départemental.

L'année dernière, nos recettes de fonctionnement ont progressé de 1,5 %, malgré la baisse des dotations, mais uniquement en raison de la dynamique fiscale, couplée à des recettes exceptionnelles le temps d'une seule année : transferts à la Métropole, le solde des contentieux sur Air Atlantique et sur le Pont Mathilde.

Et sans ces mêmes transferts à la Métropole, nos dépenses de fonctionnement auraient progressées de manière bien plus significative que les + 1,5 % mentionnés dans le rapport.

Nous le voyons bien l'équilibre est précaire...

Car nous ne faisons pas face à un simple épisode d'intempérie sur les finances publiques.

Nous affrontons depuis plus de 10 ans une logique de casse des services publics et d'affaiblissement, certains parlent même d'asphyxie y compris dans vos propres rangs, des moyens des collectivités locales.

La suppression de la Taxe Professionnelle et le gel de la DGF sous Sarkozy furent les premiers coups durs portés aux collectivités locales par les gouvernements libéraux. Un quinquennat qui s'est achevé par une première baisse de dotations.

Puis Hollande oubliant de s'en prendre à la finance, n'a pas oublié en revanche de poursuivre sur la même voie, en l'amplifiant d'ailleurs :

- Moins 1,5 milliards sur les dotations en 2014
- Moins 3,7 milliards en 2015 avec l'arrivée de Valls à Matignon, 11 milliards prévue sur la période 2015 à 2017 légèrement corrigés en 2017, année électorale oblige...

Et le duo Macron-Philippe dans ses injonctions de réduction de la dépense publique va en rajouter, vous pouvez compter sur eux.

En résumé, face à un tel désengagement financier, les logiques d'économie de bouts de chandelle dans notre budget qui n'en sont pas pour ceux qui les subissent, mérite que soient revisités vos priorités.

Nous avons une grande inquiétude concernant la disparition des départements. **Les Départements sont de nouveau sur la sellette. En effet les régions et les métropoles dont la connivence à cet égard saute aux yeux, se verraient bien se passer de nous.**

La meilleure des réponses à leur apporter serait donc de renforcer l'utilité, la lisibilité, l'efficacité de nos politiques publiques à partir d'un constat simple : l'urgence sociale progresse, tout le monde le déplore mais c'est ainsi, le Secours Catholique le prouve encore récemment à travers une étude édifiante.

Cette progression des besoins appelle de la part de la collectivité chef de file des solidarités des moyens en progression, à la hauteur des enjeux et non pas des coups de rabot.

Cet effort supplémentaire pour être encore plus présent et mieux présent aux côtés de nos concitoyens, ce n'est pas se contenter de réorganiser, de chercher à faire toujours plus avec autant voire moins de moyens. Cela passe par des fonds supplémentaires.

Comment vous allez me dire ? En révisant justement vos orientations et en mettant fin, par exemple, au choix, dogmatique, d'accélérer le désendettement de la collectivité en faisant fi du contexte que je viens de rappeler et des besoins à satisfaire.

Si je ne m'abuse, vous aviez pris l'engagement de désendetter de manière accélérée la collectivité à hauteur de 100 millions sur la durée du mandat. Nous devrions atteindre les 91,8 millions en fin d'année grâce notamment en partie aux effets des transferts à la Métropole.

Ne croyez-vous pas qu'il serait temps de faire une pause afin de mieux répondre aux besoins de nos services dont les sous-effectifs au regard des besoins à

satisfaire commencent à peser lourd ? Les compressions des effectifs, même facilitées ou masquées par les effets des réorganisations atteignent leurs limites.

Face à ce chiffre de 92 millions obtenus sur le désendettement, mettez en perspective les 4 millions de coupes dans des budgets utiles que je vous ai énumérées à l'instant, ou encore les 5 millions supplémentaires, ceci n'est ici qu'une estimation, qu'il faudrait mettre sur la table dans le secteur social pour répondre à l'accroissement des besoins.

Nous ne sommes pas pour autant des adeptes de la dette, mais nous disons simplement que votre stratégie n'est pas conforme aux intérêts des seinomarine qui n'en finissent plus de payer par tous les bouts les effets de la crise.

Nous pouvons parfaitement rembourser nos emprunts sans un zèle excessif, sans nous mettre en danger et sans recourir à une austérité départementale sur nos services de première nécessité.

D'ailleurs, je note que l'excès prudentiel dont vous faites preuve en matière de fonctionnement est diamétralement opposé à l'excès « imprudentiel » que vous appliquez aux investissements.

Prenons par exemple, un exemple au hasard bien entendu, notre contribution au mauvais projet de contournement Est de Rouen. Cela ne vous pose visiblement pas de problème de doubler, en un an, pour ce projet le montant du chèque départemental estimé à 22 millions d'euros.

Et sans aucune garantie qu'il ne nécessite une rallonge, ce qui du reste est fort probable s'agissant d'un tel projet mal ficelé.

Une augmentation de 10 millions pour financer ce projet à la place d'autres collectivités qui ont eu la sagesse de s'en retirer et qui pèsera évidemment sur notre endettement.

En conclusion, nous vous demandons à ce stade des orientations que les seinomarine ne soient pas la variable d'ajustement, et de reconsidérer à la baisse les sommes mobilisées en faveur de l'accélération de notre désendettement pour allouer, à tous les secteurs qui le nécessitent, action sociale et éducation en tête, les moyens de répondre aux demandes et aux besoins exprimés par nos concitoyens.

Car l'urgence sociale est sûrement plus importante à traiter que l'urgence à rembourser les banques.